

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 04 septembre 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 21
Procuration(s) : 5
Absent(s) : 0
Nombres de votants : 26
Votes pour : 26
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 26 août 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0190

Relative à la signature de la convention de partenariat technique et opérationnelle en faveur de la biodiversité entre le Département de Mayotte et la Fédération Mahoraise des Associations Environnementales (FMAE)

L'an deux mille vingt-quatre, le quatre septembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.
Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Monsieur Madi Moussa VELOU, Madame Nadjima SAID, Monsieur Alain SARMENT, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Soihirat EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Daniel ZAIDANI

Conseillers départementaux représentés :

Madame Mariam SAID KALAME donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC, Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Monsieur Alain SARMENT, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA, Madame Zaounaki SAINDOU donne pouvoir à Monsieur Ben Issa OUSSENI

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1411-1, L. 1411-4 et L.3312-4 ;
- Vu** la délibération n°DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL_2021_0203 relative aux délégations d'attributions du Conseil Départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** l'avis de la Commission du développement économique et de la coopération décentralisée du 28 août 2024.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1** : De valider le projet de la FMAE, visant à participer à la préservation des ressources naturelles de Mayotte pour son développement économique, environnemental et social.
- Article 2** : D'autoriser le Conseil Départemental de Mayotte à engager une collaboration et à établir un partenariat avec la FMAE pour la mise en œuvre effective de son projet sur les sites de Miréréni et Coconi ;
- Article 3** : D'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- Article 4** : En application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental

Ben Issa OUSSENI



**CONVENTION DE PARTENARIAT TECHNIQUE ET OPÉRATIONNEL EN FAVEUR DE
LA BIODIVERSITÉ MAHORAISE**

ENTRE :

Le Conseil Départemental de Mayotte identifiée par le N° SIRET 22985000300018 et le code APE 84.11Z - Administration publique générale, dont le siège est situé au 8, Boulevard Halidi Sélémani - B.P. 101 – 97600 MAMOUDZOU, représenté par son Président Monsieur Ben Issa OUSSENI, ou son délégataire ayant pouvoir à cet effet,

Désigné par le terme “Conseil Départemental”,
D’une part

ET

La Fédération Mahoraise des Associations Environnementales identifiée par le N° SIRET 51019215600014 et le code APE 9499Z - Association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé au 22 bis route de la Vanille, Barakani, 97670 OUANGANI, et représentée par son Président Ali MADI, ou son délégataire ayant pouvoir à cet effet,

Ci-après dénommée “le bénéficiaire”,
D’autre part

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU L’article L. 251-1 du Code rural et de la pêche maritime ;

VU Les articles L. 411-1 et L. 411-3 du Code de l'environnement ;

VU L'article 25 de la Loi Santé Animale ;

VU L'arrêté du 20 novembre 2021 relatif à la protection des abeilles et des autres insectes pollinisateurs et à la préservation des services de pollinisation lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques ;

VU Les articles 11 et 12 de l'arrêté du 11 août 1980 relatif au dispositif sanitaire de lutte contre les maladies des abeilles ;

VU L'arrêté n°21-DAAF-812 du 18 juin 2021 relatif aux mesures spécifiques de gestion des ruchers et portant interdiction d'introduction ou d'importation d'abeilles et de matériel apicole ;

Vu La délibération n°DL_2021_00197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité du Président du Conseil Départemental de Mayotte ;

Vu La délibération n°DL_2021_00210 du 1er juillet 2021 relative à la fixation des commissions thématiques du Conseil Départemental de Mayotte et à la désignation de ses membres, désignant Madame Bibi CHANFI, en qualité de présidente déléguée et rapporteur de la commission développement économique et coopération décentralisée ;

Vu Le Plan national en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation 2021-2026 ;

Vu La Stratégie Nationale pour la Biodiversité (SNB) 2021-2030 (en construction) ;

Vu Le rapport d'évaluation sur les pollinisateurs, la pollinisation et la production alimentaire, résumé à l'intention des décideurs, en date de 2016, de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) ;

Vu Le schéma directeur de l'aménagement agricole et rural de Mayotte (SDAARM) et les orientations stratégiques pour l'agriculture de Mayotte 2020-2030 ;

Vu Le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (ENS) de Mayotte ;

VU La convention n° 2022/045/DEAL/SEPR relative à l'accompagnement pour la mise en œuvre du PNA Pollinisateurs "Abeilles" pour 2022 qui désigne la FMAE comme référent ;

VU La convention n°2023/016/DEALM/SEPR relative à l'animation du Plan National d'Actions en faveur de la couleuvre de Mayotte pour l'année 2023 et qui désigne la FMAE comme référent ;

VU La convention de subvention entre la FMAE et l'OFB (OFB-22-1129° relative au transfert des connaissances et au soutien de la filière apicole à Mayotte entre l'OFB et la FMAE ;

VU La convention de subvention entre la FMAE et la DRAJES relative à l'accompagnement à la mise en place d'une filière apicole à Mayotte ;

PREAMBULE

Le Conseil Départemental de Mayotte

Le Conseil Départemental de Mayotte est l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale unique de l'île de Mayotte. Il exerce les attributions d'un Département et celles d'un Conseil régional.

Parmi ses missions et son organisation, la Direction de l'Agriculture, de la pêche et de la forêt (DAPF) assure des missions d'orientations stratégiques de l'agriculture, de la pêche, de l'aquaculture et de la forêt.

Les missions de valorisation des ressources sont déclinées en programmes de soutien financier en faveur des producteurs et des institutions de recherche, de formation et de développement, dont en agronomie et en agroécologie. Elle assure aussi des programmes d'aménagement et de développement dans des domaines identifiés, dont la forêt, la voirie rurale, les travaux agricoles...

La Fédération Mahoraise des Associations Environnementales (FMAE)

La Fédération Mahoraise des Associations Environnementales (FMAE), est une association régie par la loi du 1er juillet 1901, créée en mars 2003. Elle est issue de la volonté des associations environnementales de se structurer au sein d'une fédération forte pour une meilleure synergie d'actions, une plus grande cohérence d'action et d'impact sur le territoire.

La FMAE a trois objectifs principaux :

- Accompagner, mutualiser et fédérer les associations environnementales de Mayotte ;

- Eduquer et sensibiliser à l'environnement et au développement durable ;
- Participer activement au développement durable de Mayotte, en participant aux différentes instances consultatives et décisionnelles liées à l'environnement.

Elle compte aujourd'hui une trentaine de membres adhérents (associations, entreprises et membres physiques), environ 1 200 bénévoles. Elle collabore avec près d'une soixantaine d'autres associations sur l'ensemble du territoire de Mayotte. En parallèle, la FMAE a initié et animé un important réseau d'apiconservateurs, avec plus de 70 membres au 1er septembre 2023. Toutes les catégories socioprofessionnelles y sont représentées (enseignants, cadres, ouvriers, agriculteurs, entrepreneurs...). Les apiconservateurs sont répartis sur l'ensemble du territoire de l'île (du nord au sud, de Petite-terre à l'ouest). Ce réseau comptabilise plusieurs centaines de ruches dont plus de 300 déjà peuplées et en production de miel ou autres produits de la ruche.

Le projet objet de la présente convention

La présente convention répond à plusieurs objectifs :

D'une part, les effets du changement climatique bouleversent les équilibres naturels mondiaux et provoquent des catastrophes inédites. Mayotte, comme toutes les îles du sud de la planète, est particulièrement impactées. Avec ses facteurs endogènes, dont l'apparition récente du volcan sous-marin qui la fait vibrer et l'enfonce sous son propre poids et une démographie exponentielle sans aucune équivalence, l'île est particulièrement sensible avec des effets immédiats qui ne vont faire que s'aggraver : stress hydrique, déboisement, multiplication des incendies des forêts...

L'île est à la fois l'un des 34 hauts lieux de la biodiversité mondiale, mais aussi classée parmi les points chauds mondiaux par la World Wildlife Fund (WWF) et sur la liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) de disparition de la biodiversité.

D'autre part, les insectes pollinisateurs jouent un rôle essentiel pour préserver l'équilibre des écosystèmes naturels. 94% des plantes sauvages tropicales à fleurs de la planète dépendent de la pollinisation animale. 35 % de ce que nous mangeons dépend directement de la pollinisation par les insectes. Plus des trois quarts des plantes cultivées dans le monde sont pollinisées, au moins pour partie, par les insectes. Cela représente en production agricole entre 325 à 577 milliards de dollars par an. Selon l'UICN, "une espèce d'abeilles et de papillons sur dix est au bord de l'extinction."

D'où l'intérêt porté par les ministères de la Transition écologique, de l'Agriculture et de l'Alimentation au travers du Plan National d'Action (PNA) en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation sur la période 2021-2026.

Mayotte est tout particulièrement concernée par les enjeux de ce PNA et de la nécessité de production des données d'entrées, indispensables à l'aide aux décisions pour la déclinaison des politiques publiques. Le territoire a besoin de connaissances, de structuration de ses filières agricoles, de l'apiculture. Ceci d'autant plus que dans ce dernier domaine, il y a clairement une carence des ressources scientifiques. Les seules publications accessibles sont le rapport de mission d'étude de faisabilité d'une apiculture à Mayotte de décembre 2012 commandé par la Chambre d'Agriculture, de la Pêche et de l'Aquaculture de Mayotte (CAPAM), la publication généraliste sur la région par Pauly & al. en date de 2001; et enfin, le mémoire technique et financier sur le développement d'une filière apicole, en date de décembre 2017, commandé par le Conseil Départemental de Mayotte (CD 976).

Le présent projet répond aux cinq défis suivants :

- Zéro exclusion : Il est porteur de nouvelles sources de revenus pour les agriculteurs. Il s'inscrit dans la logique du mudra maore. Les insectes pollinisateurs, dont les abeilles, sont des auxiliaires de culture. Ils permettent une meilleure productivité et rentabilité des cultures, une meilleure vision et sérénité dans la production ;
- Zéro carbone : il s'inscrit dans un circuit court du producteur au consommateur. Aussi, il permet de diminuer l'importation de miel et des autres produits de ruche ;
- Zéro déchet : à part les pots (réutilisables), il n'y a pas de suremballage contrairement aux produits importés ;
- Zéro polluant : c'est un produit bio qui encourage les agriculteurs, par sa notoriété, à lutter contre les produits phytosanitaires et à n'avoir recours qu'à des solutions fondées sur la nature;
- Zéro vulnérabilité climatique : ce produit de nos terroirs n'est pas soumis à d'autres vulnérabilités que celles de notre territoire, qui est relativement préservées face à certains enjeux mondiaux.

Ce projet contribue également à l'autonomie alimentaire de par la pollinisation, dont des plantes forestières. Ce projet est en parfaite cohérence avec les conclusions du recensement agricole de la DAAF de 2020. Ce dernier définit l'exploitation agricole à Mayotte comme une micro exploitation, orientée en "Cultures fruitières et autres cultures permanentes". Il la qualifie de polyculture agroforestière très variée, dense et entremêlée qui représente 90 % de la surface agricole utilisée. Les chiffres d'Adafrance, vont également dans ce sens. Ils disent qu'en France hexagonale, 92,4 % du nombre total des apiculteurs sont des producteurs familiaux (1 à 49 ruches).

La FMAE mène de multiples actions de prévention, de médiation, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, de préservation et protection des milieux, mais également de recherche, de développement et de transfert de connaissance. Il a aussi comme vocation à compléter et valoriser les animations du parc forestier de Coconi.

Elle est désignée par l'Etat pour l'animation du PNA en faveur des insectes pollinisateurs et la pollinisation sur sa période de validité (2021-2026), mais également du PNA en faveur de la couleuvre de Mayotte (2022-2031). Elle pilote également de nombreux projets, dont de préservation de la ressource en eau (bassins versants, des aires de captages..), de reboisement et de gestion de milieux naturels (mangrove de Dzoumogné), ... Ces projets, doivent-être accompagnés et soutenus pour se décliner concrètement sur le terrain et contribuer aux effets attendus de préservation de l'île et de ses habitants (humain et biodiversité).

Le projet se décline en trois parties qui interagissent :

- La Recherche et le développement des connaissances ;
- La médiation environnementale ;
- Le transfert des connaissances et le soutien à la filière apiconservatrice.

D'où l'objet de la présente convention pour la déclinaison d'un certain nombre d'actions opérationnelles de recherche, de développement, de sensibilisation, de médiation, d'animation et de transfert de connaissance.

Les partis ont convenu ce qui suit :

Article 1. Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat entre les parties afin d'assurer un partenariat technique et opérationnel en faveur de la biodiversité (faunistique et floristique) et des milieux naturels de Mayotte.

Les premières actions s'inscrivent dans le cadre du Plan National d'Actions en faveur des pollinisateurs et de la pollinisation 2021 - 2026 et du Plan National d'Actions en faveur de la couleuvre de Mayotte 2022 - 2031. Cela va se traduire concrètement par le développement d'un Rucher école et d'un parcours pollinisateurs dans le Parc forestier de Coconi et au Centre d'Application Agroécologique de Miréréni (CAAM). Le programme de ce centre vise à valoriser les systèmes, les agrosystèmes mahorais et le savoir-faire local.

L'objectif du rucher et du parcours pollinisateurs est d'offrir un espace d'évasion, d'éducation à l'environnement, de découverte, de formations aux apiconservateurs, usagers, dont les agriculteurs, et d'assurer le transfert de connaissance.

Les sites ont également vocation à être des sites pilotes de recherches naturalistes liées aux insectes, aux pollinisateurs et à l'herpétologie (les reptiles et les amphibiens), au travers notamment du PNA Couleuvre de Mayotte, et autres.

Article 2. Champs d'application

La présente convention s'applique aux sites dédiés selon les conditions de gestion citées dans l'article 1.

Les deux parties s'autorisent à augmenter les champs d'application sur les sites du Conseil départemental et les champs de la DAFP sur simple avenant.

Article 3. Nature des missions relevant du gestionnaire

Le bénéficiaire est chargé d'assurer, sous le contrôle du Directeur de la DAPF, conformément aux dispositions et réglementations en vigueur, la gestion, l'animation et le développement du rucher école et du parcours pollinisateurs de COCONI et du CAAM.

Elle élabore un plan de gestion, d'animation et de développement d'une durée de 6 ans soumis pour avis au DAPF. Une fois ce plan arrêté, elle le met en œuvre.

Dans le cadre de ce plan de gestion, le bénéficiaire développe des actions dans les domaines d'activité qui constituent le socle de la raison d'être de la présente convention : gestion, aménagement et entretien des installations, animation, recherche et développement, suivi naturaliste, médiation et transfert de connaissances.

La gestion du rucher école et du parcours pollinisateurs nécessite des travaux conduits en régie ou sous-traités visant l'installation d'un rucher, d'un parcours pollinisateurs ainsi que leur entretien pour soutenir un bon état écologique des lieux ou une restauration du patrimoine naturel.

Plusieurs autres missions relèvent du bénéficiaire :

- Prestations de conseil, études et ingénierie :

Ce domaine d'activité regroupe tout travail intellectuel du bénéficiaire réalisé dans le cadre de la gestion du rucher école ainsi que du parcours pollinisateurs et qui fait l'objet d'une production écrite (élaboration des documents de gestion et d'évaluation, d'animation, d'aménagement, réalisation de bonnes règles de conduite et d'usage, etc.).

- Aménagement et entretien de l'équipement d'accueil :

Ce domaine d'activité intègre l'aménagement et l'entretien des équipements, de la signalétique propre au rucher école, ainsi qu'au parcours pollinisateurs, des panneaux signalétiques, pédagogiques ou d'information sur le site tout en assurant la sécurité des usagers et la préservation des différentes espèces faunistiques et floristiques.

- Gestion et soutien du projet

Ce domaine d'activité comprend le fonctionnement général du rucher école, ainsi que du parcours pollinisateurs (animation et fonctionnement de l'équipe, gestion administrative et financière, gestion informatique, moyens logistiques, animation des instances réglementaires, relation avec les partenaires et usagers, etc.). Le bénéficiaire peut également développer des actions complémentaires dans les domaines d'activité comme la participation à la recherche naturaliste. **Le bénéficiaire est libre de demander une compensation financière ou pas pour ses animations et activités autour du rucher et du parcours pollinisateurs.** La gestion globale des sites est sous la responsabilité de la DAPF.

Article 4. Modalités du partenariat

La présente convention n'est pas financière. Pour la réalisation de ces actions le bénéficiaire se mobilisera pour aller rechercher les financements qui lui sont nécessaires (subventions de collectivités territoriales, fondations, mécénat, prestations, vente de produits ... etc.).

Des contributions en nature sont envisagées. Les espaces mis à disposition sont à titre gracieux du fait de leur contribution directe aux missions du département en matière de gestion forestière, des espaces naturels dont sensibles, de soutien de l'activité et politique agricole, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, de recherche et de développement, de médiation et de transfert de connaissances.

Certaines chutes de bois issues de la transformation par l'activité de la scierie du Service des Ressources forestières pourraient être mises à disposition pour des essais sur les essences locales pour confectionner les ruches ou pour les installations du sentier pollinisateur.

Un suivi sera assuré sur ces ruches pour permettre de bénéficier du retour d'expérience sur les enseignements tirés et leur qualité en matière d'apiculture. Ces ruches issues des chutes de bois sont la propriété de la FMAE, qui peut également multiplier les expérimentations hors du site de Coconi.

Un local ou espace pour l'installation d'un local pour le stockage et la gestion du matériel d'animation du rucher et du sentier pollinisateur pourra être mis à disposition du bénéficiaire par le Conseil Départemental. Il sera destiné également à l'accueil du public dont des scolaires et des apiconservateurs.

Le Conseil Départemental s'engage également à mettre à disposition un espace ou un local destiné au soutien du prémissier de la structuration de la filière apicole avec possibilité de fabrication de ruches, et surtout pour extraire le miel pour l'ensemble des apiconservateurs et de valorisation des produits issus de la ruche avec possibilité de point de vente de ces produits et du matériel apicole.

Un Référentiel technico-économique, un modèle d'exploitation pour le développement de la filière, sera développé pour la diversification des agriculteurs dans une activité secondaire, ou complémentaire... Les formations des agriculteurs pourront être conventionnées avec le Conseil Départemental.

Par ailleurs, le bénéficiaire pourra contribuer, dans la limite de ses moyens, au travail d'inventaire des essences présent sur les sites et le référentiel technico-économique sur les sites.

Article 5. Animation des instances réglementaires

Les deux parties concourent à la préparation et à l'animation des instances réglementaires (Comité consultatif et Conseil scientifique). Ils construisent ensemble l'ordre du jour des réunions et l'arrêtent dans un délai de deux semaines avant la date de réunion.

Article 6. Recrutement et formation du personnel

En tant que gestionnaire des espaces qui lui sont affectés, le bénéficiaire affecte ou recrute le personnel nécessaire à l'exécution des missions prioritaires définies à l'article 1, dans la limite des ressources disponibles. Avec l'accord du Conseil Départemental, il tient à jour le registre du personnel et la communique aux services de l'administration concernés. Le gestionnaire assume la pleine responsabilité des autres recrutements, financés sur des ressources extérieures, notamment pour réaliser des actions dans les domaines d'activité secondaires.

Article 7. Durée de la convention

Les dispositions de la présente convention sont applicables à compter de sa date de signature pour une durée de 2 ans renouvelable. La présente convention est renouvelable par décision expresse pour la même durée, après présentation, trois mois avant l'échéance du terme, d'un bilan de ces années de gestion approuvé par le gestionnaire du site. Elle peut être modifiée et complétée par avenant. En cas

de bilan jugé insuffisant, sur la base d'éléments factuels, celui-ci peut décider du non-renouvellement de la présente convention.

Article 8. Évaluation et renouvellement du plan de gestion

Le bénéficiaire établit chaque année un état d'avancement des opérations prévues au plan d'action et de gestion et dans la mesure du possible un bilan patrimonial. Ces documents sont soumis au Président du Conseil Départemental et à son comité consultatif de la DAPF.

À l'issue de la période de mise en œuvre de la convention, une évaluation globale est effectuée par le bénéficiaire. Le gestionnaire du site et le bénéficiaire (ou les personnes désignées par eux) pourront se réunir pour examiner notamment l'état d'avancement et la réalisation effective.

Article 9. Obligations des contractants

Le Conseil Départemental de Mayotte, représenté par son Président, s'engage à maintenir les conditions courantes optimales du rucher école et du parcours pollinisateur s'inscrivant dans le cadre du PNA en faveur des insectes pollinisateurs et de la pollinisation, du PNA en faveur de la couleuvre de Mayotte, et en prenant en considération les priorités de l'article 1 et le contexte spécifique du territoire.

Le bénéficiaire s'engage à :

- élaborer un premier plan de gestion du rucher école et du parcours pollinisateur dans un délai de dix-huit mois à compter de la signature de la convention de la présente convention ;
- transmettre au Président Conseil Départemental de Mayotte, sous couvert du Directeur de la DAPF, en vue d'une restitution auprès du comité consultatif, un rapport d'activités annuel comprenant un bilan des actions réalisées par domaine d'activités et une évaluation de la réalisation du programme d'actions du plan de gestion de l'année n ;
- élaborer le programme d'actions pour l'année n et à le présenter au Président Conseil Départemental de Mayotte, sous couvert Directeur de la DAPF, en vue de l'examen par le comité consultatif ;
- fournir au Président Conseil Départemental de Mayotte, sous couvert Directeur de la DAPF, les bilans d'action de chaque année ;
- fournir les données et rapports demandés directement par le Département dans le cadre de leur bilan interne et capitalisation d'expérience ;
- tenir à jour un inventaire des biens meubles et immeubles, la liste des études et données acquises dans le cadre de la gestion. L'inventaire précisera la nature des biens, leur date

d'acquisition, leur coût, leur localisation. L'origine des financements sera mise à jour au fur et à mesure de l'acquisition ou du renouvellement de tout matériel ;

- faire figurer le logo du Conseil Départemental de Mayotte dans tout document produit afférent au projet ;
- tout mettre en œuvre pour optimiser les moyens mis à disposition et/ou alloués par le Conseil Départemental de Mayotte.

Les données scientifiques acquises sont la propriété de la Fédération Mahoraise des Associations Environnementales ainsi que de la DAPF et peuvent être utilisées par leurs services.

Article 10. Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une des obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourrait être résiliée de plein droit par l'autre partie, présentée au moins six mois à l'avance.

Article 11. Relations avec l'administration du Conseil Départemental.

La DAPF est l'interlocuteur privilégié du bénéficiaire pour toute question liée à la présente convention ; elle peut lui apporter conseil et assistance.

Article 12. Règlement des conflits

Les litiges éventuels entre les deux parties signataires de la présente convention, qui ne pourraient faire l'objet d'un règlement amiable, relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Mamoudzou.

Article 13. Disposition finale

La présente convention est dispensée de timbre d'enregistrement ; elle comprend 13 articles, et est établie en deux exemplaires originaux destinés à chacune des parties.

Date :

**Le Président du Conseil
Départemental de Mayotte,**

Le Président de la FMAE

M. Ben Issa OUSSENI,

M. Ali MADI,